



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FAQ COVID 19
Phase de confinement applicable à compter du 30 octobre
2020
Métropole et Martinique
Le 12 novembre 2020

Les orientations fixées dans ce document ont valeur de circulaire.

SOMMAIRE

RESSOURCES HUMAINES	
Télétravail/ASA	
1-Quelle est la situation des agents de manière générale ?	P3
2-Quels sont les principes d'organisation du télétravail?	P3
3-Comment déclarer le télétravail ?	P3
4-Est-ce que l'agent peut refuser le télétravail ?	P4
5-Quelles sont les précautions à observer dans la conduite du télétravail ?	P4
6-En situation de télétravail et en l'absence de badgeuse, les RTT sont-elles maintenues ?	P5
7-Le recours à l'autorisation spéciale d'absence (ASA) est-il possible ?	P5
8-Qu'est-il prévu pour les personnes dites vulnérables ?	P5
9-Quelles sont mes droits et obligations si je suis considérée comme une « personne contact à risque » ?	P6
Congés	
10- Les congés qui avaient été posés et validés, sur ce qui est à présent une période de confinement, sont-ils réputés pris ou faut-il les annuler ?	P7
11- Les congés annuels, qui ne pourraient pas être pris avant le 31 décembre de l'année, pourraient-ils être reportés en 2021 ?	P7
12- Les congés bonifiés sont-ils maintenus ?	P7
Organisation du travail en présentiel, lorsque le télétravail n'est pas possible	

13- Comment puis-je me déplacer de mon domicile à mon lieu de travail ?	P7
14- Comment se protéger sur le lieu de travail ?	P8
15- Puis-je obtenir des masques de la part de mon employeur pour me protéger sur mon lieu de travail ?	P8
16- Quels sont mes horaires de travail ?	P9
17- Les frais de restauration engagés par les agents sont-ils remboursés ?	P9
Carrière	
18- Comment se passe la tenue des comités médicaux et des commissions de réforme ?	P9
19- Sur la rupture conventionnelle, de nombreux agents ont d'ores et déjà déposé une demande. Comment va-elle pouvoir être étudiée et sous quels délais ?	P10
20- Que doivent faire les agents qui rencontrent des difficultés pour se connecter à Agrimob dans le cadre de la campagne de mobilité en cours ?	P10
Dialogue social	
21- Le ministère va-t-il poursuivre les réunions prévues au titre de la feuille de route sociale ?	P11
22- Et en DRAAF ?	P11
23- Les CHSCT doivent-ils se réunir régulièrement ?	P11
Concours et examens	
24- Les concours et examens sont-ils maintenus ?	P11
Formation	
25- Comment se déroulent les formations ?	P12
Accompagnement des agents	
26- Comment accompagner les agents qui se sentent isolés	P13
27- Les IGAPS restent-ils joignables ?	P14
28- Existe-t-il un dispositif de soutien mis en œuvre par le Gouvernement pour aider les Français ?	P14
29- Quelles mesures particulières doivent être prises pour les agents en situation de handicap ?	P14
SANTE DES AGENTS	
30- Les personnes guéries peuvent-elles se rendre au travail ?	P16
31- Le COVID 19 va-t-il être reconnu comme une maladie professionnelle ?	P16
VIE QUOTIDIENNE DES AGENTS	

32- Peut-on utiliser des outils personnels pour faciliter les échanges professionnels ? Quid du Règlement Général sur la Protection des Données en temps de crise ?	P16
33- Est-il possible, pour les agents travaillant dans l'enseignement agricole d'élargir la disponibilité de documents disponibles actuellement uniquement sur l'intranet du MAA ?	P17
34- De nombreuses informations ne sont que sur l'intranet du MAA et il faut un certificat pour y accéder. Est-il possible de les mettre sur l'internet ?	P17
35- Comment un agent est-il couvert en cas d'accident de trajet ? En cas d'accident chez soi, selon qu'il est en position d'ASA ou de télétravail ?	P18

RESSOURCES HUMAINES

Télétravail / ASA

1- Quelle est la situation des agents de manière générale ?

Le cadre d'organisation du travail, dans la période de reconfinement qui a démarré le 30 octobre 2020, est très différent de celui du mois de mars 2020.

En effet, les plans de continuité d'activité (PCA) qui distinguent les missions essentielles des autres missions ne sont pas réactivés, dans la période actuelle, ce qui emporte deux conséquences :

- Toutes les missions du ministère continuent à être assurées : les agents ont donc vocation à poursuivre leur activité suivant le même périmètre qu'en temps habituel, mais selon un mode d'organisation adapté ;
- Le régime d'autorisation spéciale d'absence, à quelques exceptions près, n'est plus utilisé.

Dans la mesure où le télétravail participe également de la démarche de prévention du risque de l'infection au virus, le principe est que le **recours au télétravail devient un objectif essentiel pour toutes les activités qui le permettent**, quel que soit le statut de la personne (y compris les vacataires).

2- Quels sont les principes d'organisation du télétravail ?

Conformément aux orientations du ministère chargé de la fonction publique, les agents dont les fonctions peuvent être exercées totalement ou majoritairement à distance doivent être

placés en télétravail au maximum possible compatible avec les nécessités du service, le maintien des liens au sein des collectifs de travail et la prévention des risques d'isolement.

En fonction des spécificités propres à chaque structure, dans tous les secteurs d'activité du ministère, il appartient aux chefs de service de construire une organisation du travail qui intègre l'ensemble de ces principes et tienne compte des situations individuelles (personnes vulnérables, cas contact ...).

Les modalités de télétravail, arrêtées dans ce cadre, sont dérogatoires et temporaires et ne valent que dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Elles n'ont pas vocation à perdurer en sortie de crise.

3- Comment déclarer le télétravail ?

Dans la mesure où le cadre de recours au télétravail est dérogatoire, l'agent n'a pas à faire une demande écrite à son chef de service.

Après détermination de l'organisation du travail retenue par le chef de service, l'agent doit, en administration centrale, indiquer dans l'outil de gestion du temps, les jours de travail qui seront télétravaillés, pour la semaine donnée ou au-delà (motif : jours télétravail exceptionnel). Il appartient ensuite à chaque encadrant de valider ces demandes, ce qui lui permettra de disposer du planigramme collectif de son équipe. Un guide d'utilisation, à destination des encadrants sera adressé via les MAG, pour la gestion du temps des agents d'administration centrale.

4- Est-ce l'agent peut refuser le télétravail ?

Le recours au télétravail, dans le cadre de cette période de reconfinement, s'inscrit dans un cadre dérogatoire. Ce n'est pas une option qui est proposée.

Dès lors que les activités d'un agent sont possibles en télétravail, le chef de service peut imposer ce mode d'organisation.

Au-delà, il appartient au chef de service d'échanger avec l'agent pour comprendre les raisons, d'ordre professionnel ou personnel, pour lesquelles l'agent est réticent et de procéder en tant que de besoin aux adaptations appropriées à la situation particulière de l'agent.

En tout état de cause, il est rappelé que l'organisation du travail doit permettre de maintenir un collectif de travail, d'assurer une cohésion d'équipe et de tenir compte des éventuels risques psychosociaux liés à l'isolement de certains agents.

5- Quelles sont les précautions à observer dans la conduite du télétravail ?

Le télétravail est une forme de travail qui implique des adaptations tant de la part du télétravailleur que de l'encadrement.

L'agent en télétravail doit disposer d'un équipement : ordinateur portable – ou éventuellement unité centralisée préalablement chiffrée - fourni par l'administration. A titre exceptionnel, dans l'attente du matériel de l'administration, il peut utiliser son équipement personnel.

Les managers doivent veiller au droit à la déconnexion des agents, et en particulier, ne pas solliciter les collaborateurs par téléphone ou messagerie en dehors des plages horaires de travail. Inversement, les agents doivent également respecter le droit à la déconnexion des cadres.

Pour renforcer la capacité des encadrants à manager à distance, une formation intitulée « les clefs du management du télétravail », destinée à l'ensemble des agents de l'administration centrale en situation d'encadrement, est **disponible depuis le 6 novembre 2020**.

Cette formation, qui propose des apports méthodologiques et permet des partages d'expériences, est proposée en mode distanciel, sur la base de 2 modules de trois heures chacun, soit deux 1/2 journées avec une intersession.

Les sessions de formation sont organisées sous le format 0,5 jour + 0,5 jour en VISIO (via ZOOM). Pour s'inscrire en administration centrale, prendre contact avec isabelle.henry@agriculture.gouv.fr.

Des formations équivalentes sont programmées, selon leurs modalités propres, dans les services déconcentrés, le cas échéant en lien avec les PFRH. Il convient de prendre contact avec le délégué régional à la formation continue de la DRAAF.

Par ailleurs, la DGAFP propose un kit sur les bonnes pratiques en matière de télétravail, téléchargeable à l'adresse suivante : https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/covid-19/201009_Teletravail_et_travail_en_presentiel.pdf.

6- En situation de télétravail et en l'absence de badgeuse, les RTT sont-elles maintenues ?

L'agent en télétravail est en position d'activité ; les droits afférents sont donc maintenus.

7- Le recours à l'ASA est-il possible ?

Par exception, **lorsque le télétravail n'est pas possible**, les agents peuvent être placés en autorisation spéciale d'absence pour l'un des cas suivants :

- les personnes identifiées comme cas contact à risque ;
- les personnes considérées comme vulnérables ;
- le parent devant assurer la garde de son enfant de moins de 16 ans en raison de la fermeture de sa crèche, de son école ou de son collège, ou encore lorsque son enfant est identifié comme cas contact à risque.

8- Qu'est-il prévu pour les personnes dites vulnérables ?

La circulaire du 10 novembre 2020 relative à l'identification et aux modalités de prise en charge des agents publics civils reconnus personnes vulnérables objective la situation de ces agents et détaille les dispositions pouvant être prises par l'employeur pour permettre le télétravail ou le travail en présentiel d'un agent avant de déclarer que celui-ci, à défaut, doit être placé en ASA. Elle vient préciser la circulaire du 29 octobre 2020 de la ministre de la transformation et de la fonction publiques.

La circulaire du 10 novembre 2020 reprend et adapte ainsi à la fonction publique les dispositions du décret n°2020-1365 du 10 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.

Les critères permettant l'identification des personnes vulnérables sont les suivants :

- a) être âgé de 65 ans et plus ;
- b) Avoir des antécédents (ATCD) cardiovasculaires : hypertension artérielle compliquée (avec complications cardiaques, rénales et vasculo-cérébrales), ATCD d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, de chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- c) Avoir un diabète non équilibré ou présentant des complications ;
- d) Présenter une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale : (broncho pneumopathie obstructive, asthme sévère, fibrose pulmonaire, syndrome d'apnées du sommeil, mucoviscidose notamment) ;
- e) Présenter une insuffisance rénale chronique dialysée ;
- f) Etre atteint de cancer évolutif sous traitement (hors hormonothérapie) ;
- g) Présenter une obésité (indice de masse corporelle (IMC) > 30 kgm²) ;
- h) Etre atteint d'une immunodépression congénitale ou acquise :
 - médicamenteuse : chimiothérapie anti cancéreuse, traitement immunosuppresseur, biothérapie et/ou corticothérapie à dose immunosuppressive ;
 - infection à VIH non contrôlée ou avec des CD4 < 200/mm³ ;
 - consécutive à une greffe d'organe solide ou de cellules souches hématopoïétiques ;
 - liée à une hémopathie maligne en cours de traitement ;
- i) Etre atteint de cirrhose au stade B du score de Child Pugh au moins ;
- j) Présenter un syndrome drépanocytaire majeur ou ayant un antécédent de splénectomie
- k) Etre au troisième trimestre de la grossesse ;

l) Etre atteint d'une maladie du motoneurone, d'une myasthénie grave, de sclérose en plaques, de la maladie de Parkinson, de paralysie cérébrale, de quadriplégie ou hémiparésie, d'une tumeur maligne primitive cérébrale, d'une maladie cérébelleuse progressive ou d'une maladie rare.

Un critère complémentaire de vulnérabilité, le critère l, a été ajouté par le décret n°2020-1365 par rapport à la liste de critères du décret n°2020-521 du 5 mai 2020 désormais abrogé.

La prise en charge spécifique des agents publics vulnérables tels que listés précédemment ne peut être engagée qu'à la demande de ceux-ci et sur la base d'un certificat délivré par un médecin traitant. Le certificat n'est pas requis lorsque l'agent est âgé de 65 ans et plus. Sur la base de ce certificat, l'agent est placé en télétravail, pour l'intégralité de son temps de travail.

Si le recours au télétravail est impossible, il appartient au chef de service de déterminer les aménagements de poste nécessaires à la reprise du travail en présentiel par l'agent concerné, dans le respect des mesures de protection telles que préconisées par le Haut Conseil de santé publique (se référer à la circulaire du 10 novembre 2020 pour plus de précisions). Si le chef de service estime être dans l'impossibilité d'aménager le poste de façon à protéger suffisamment l'agent, celui-ci est alors placé en autorisation spéciale d'absence (ASA).

En cas de désaccord entre le chef de service et l'agent sur les mesures de protection mises en œuvre, le chef de service doit saisir le médecin du travail, qui rendra un avis sur la compatibilité des aménagements de poste avec la vulnérabilité de l'agent. En attendant cet avis, l'agent est placé en ASA.

Les agents cohabitant avec des personnes vulnérables, s'ils n'exercent pas de missions télétravaillables, doivent, eux, poursuivre leur activité en présentiel, avec des précautions renforcées : port du masque, bureau seul ou pourvu de séparation en plexiglas pour respecter la distanciation physique.

9- Quelles sont mes droits et obligations si je suis considérée comme une « personne contact à risque » ?

L'agent, contacté par l'assurance maladie, dans la mesure où il est identifié comme cas contact à risque, se place à l'isolement et effectue un test dans les délais fixés par l'assurance maladie.

L'agent doit remettre à son employeur, dans les meilleurs délais, le justificatif, quelle qu'en soit la forme (SMS ou mail de la CPAM ou tout autre élément probant), transmis par les équipes du contact tracing de l'assurance maladie. Sur cette base, l'employeur place sans attendre l'agent en télétravail ou à défaut en ASA.

Aucun jour de carence ne doit être appliqué aux personnes contact à risque placés à l'isolement. Le jour de carence n'est mis en œuvre qu'en cas d'arrêt maladie.

Congés

10- Les congés qui avaient été posés et validés, sur ce qui est à présent une période de confinement, sont-ils réputés pris ou faut-il les annuler ?

Les congés posés et validés par le responsable hiérarchique doivent être pris. Il est recommandé de poser des congés normalement.

11- Les congés annuels, qui ne pourraient pas être pris avant le 31 décembre de l'année, seront-ils reportés en 2021 ?

A titre exceptionnel, **les congés annuels 2020 pourront être pris jusqu'au 31 janvier 2021.**

En ce qui concerne les jours de réduction du temps de travail, ils doivent obligatoirement être pris avant le 31 décembre 2020, afin de respecter la durée légale du travail.

Enfin, il est rappelé que suite à la crise, le plafond du CET a été relevé de 60 à 70 jours. Le nombre de jours pouvant être versé au CET a été porté, de façon dérogatoire, de 10 à 20 jours, dans la limite du plafond précisé ci-avant.

12- Les congés bonifiés sont-ils maintenus ?

Les demandes de congés bonifiés sont maintenues et seront instruites. Néanmoins la suite réservée à la demande dépendra des consignes sanitaires qui seront en vigueur au moment du départ.

Organisation du travail en présentiel, lorsque le télétravail n'est pas possible

13- Comment puis-je me déplacer de mon domicile à mon lieu de travail ?

La carte professionnelle vaut attestation pour les seuls déplacements domicile-travail et les déplacements professionnels.

Il n'est donc pas nécessaire d'établir des justificatifs de déplacement, sauf pour les agents situés sur des sites externes dans la mesure où la carte professionnelle mentionne l'adresse du ministère. Les justifications de déplacement, à titre permanent, seront privilégiées.

Au-delà, les déplacements professionnels doivent être limités aux seules exigences du service.

14- Comment se protéger sur le lieu de travail ?

Le respect de la distanciation physique, les gestes barrières et le port du masque restent les premières protections face à la propagation du virus.

Il est ainsi essentiel de :

- respecter une distance d'au moins un mètre avec les autres ;
- se laver régulièrement les mains avec du savon ou opérer une friction avec une solution hydro-alcoolique ;
- tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir ;
- se moucher dans un mouchoir à usage unique puis le jeter ;
- éviter de se toucher le visage ;
- saluer sans serrer la main et sans embrassade ;
- porter correctement un masque quand la distance ne peut pas être respectée et dans les lieux où cela est obligatoire.

Il importe également d'aérer régulièrement les locaux – 3 fois par jour pendant 10 minutes - notamment les salles de réunion, et de respecter les mesures collectives mises en place sur le site (sens de circulation, marquage au sol, affiches...).

Les agents sont invités à télécharger l'application « Tous AntiCovid » qui permet à chacun d'être acteur de la lutte contre l'épidémie, de se protéger et de protéger les autres, en identifiant et en cassant les chaînes de transmission, pour ralentir la propagation du virus.

C'est un geste barrière supplémentaire, fondé sur le volontariat, que l'on active dans tous les moments où on doit redoubler de vigilance. C'est aussi une participation à une lutte citoyenne et collective contre la propagation du virus.

Le principe en est simple : prévenir, tout en garantissant l'anonymat, les personnes qui ont été en proximité d'une personne testée positive, afin que celles-ci puissent aller se faire tester et être prises en charge le plus tôt possible.

15- Puis-je obtenir des masques de la part de mon employeur pour me protéger sur mon lieu de travail ?

L'employeur est tenu de fournir des masques à ses agents. Le MAA en procure en propre aux agents travaillant en administration centrale et dans l'enseignement agricole. Concernant les DRAAF et les DDI, c'est le ministère de l'intérieur qui distribue des masques aux agents du MAA.

Un réassort de masque est en cours pour les périmètres administration centrale et enseignement agricole.

A titre de mesure de précaution, il a été recommandé à l'ensemble des structures qui auraient pu se voir livrer ou acquérir des lots de masques DIM de ne pas les utiliser.

16- Quels sont mes horaires de travail ?

En fonction des situations et du contexte géographique propres à chaque structure, il est recommandé d'aménager en tant que de besoin les conditions de travail des agents, amenés à travailler totalement ou partiellement en présentiel, en particulier via des facilités d'horaires pour éviter les concentrations de personnes dans les transports.

Les horaires des agents travaillant à distance sont inchangés.

17- Les frais de restauration engagés par les agents sont-ils remboursés ?

La restauration administrative s'opère dans le cadre du protocole sanitaire renforcé tel que précisé dans le protocole applicable aux entreprises de restauration collective ou de vente à emporter.

Ce protocole prévoit notamment la réorganisation des espaces, l'adaptation des plages horaires, le respect d'une jauge maximale d'une personne pour 4 m², l'adaptation des plans de circulation, le port du masque lors des déplacements dans le restaurant, la limitation à six personnes par table, l'aération des espaces clos...

Lorsque le restaurant administratif ne peut être ouvert, un dispositif de type panier repas, peut être instauré en solution alternative.

En cas d'indisponibilité de la restauration administrative et en l'absence de solution alternative de type panier repas, le dispositif permettant aux personnels assurant la continuité du fonctionnement des services publics de bénéficier, sur autorisation du chef de service et sous réserve de pouvoir justifier du paiement, de la prise en charge ou du remboursement des frais de repas pris sur place ou à emporter, peut être mobilisé suite à l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire le 17 octobre 2020.

Carrière

18- Comment se passe la tenue des comités médicaux et des commissions de réforme ?

Durant la période actuelle, certains agents peuvent se trouver dans une situation d'attente compte tenu de la nécessité d'un avis préalable d'une instance médicale (comité médical ou commission de réforme) en vue de l'octroi ou du renouvellement d'un congé pour raison de santé.

La réunion des instances médicales peut s'avérer complexe dans un contexte dégradé notamment eu égard à la pression liée à l'épidémie pesant sur les personnels médicaux

siégeant en instance ou réalisant des expertises (médecins agréés qui sont des médecins généralistes ou spécialistes libéraux).

Si l'expertise médicale auprès d'un médecin expert, demandée par le comité médical, ne peut avoir lieu, le certificat d'un médecin hospitalier peut remplacer cette expertise. L'article 1, alinéa 4 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 prévoit que, lorsque l'intervention d'un médecin agréé est requise en vertu des dispositions de ce décret, l'autorité administrative peut se dispenser d'y avoir recours si l'intéressé produit sur la même question un certificat médical émanant d'un médecin qui appartient au personnel enseignant et hospitalier d'un centre hospitalier régional faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire ou d'un médecin ayant dans un établissement hospitalier public la qualité de praticien hospitalier.

Dans l'hypothèse où l'instance médicale peut être réunie en convoquant les représentants syndicaux siégeant au sein de l'instance par voie dématérialisée, cette réunion est valable au regard des règles de quorum prévue à l'article R. 133-10 du code des relations entre le public et l'administration. Dans ce cas, le compte rendu mentionne que la réunion a eu lieu sous forme dématérialisée.

A défaut, il est rappelé que les articles 27 et 47 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 prévoient le maintien du demi-traitement de l'agent ayant épuisé ses droits à congé, et qui est en attente d'une décision de l'administration impliquant l'avis d'une ou des deux instances médicales.

Compte tenu de l'obligation faite à l'employeur de placer l'agent dans une situation régulière, la décision prise au terme de la procédure prend nécessairement effet à compter de la fin de la dernière période de congé. Dans une récente décision (CE, 9 novembre 2018, n° 412684), le Conseil d'Etat a considéré que le demi-traitement versé dans ces conditions est régulier et ne saurait donner lieu à un remboursement par le fonctionnaire notamment s'il est placé en disponibilité pour raison de santé.

Les instances médicales en charge du périmètre d'administration centrale, de l'enseignement supérieur et des opérateurs du mois de novembre 2020 sont maintenues.

19- Sur la rupture conventionnelle, de nombreux agents ont d'ores et déjà déposé une demande. Comment va-elle pouvoir être étudiée et sous quels délais ?

Après discussions avec les organisations syndicales du MAA, la note de service a été publiée le 5 novembre 2020. L'instruction des demandes individuelles est d'ores et déjà initiée.

20- Que doivent faire les agents qui rencontrent des difficultés pour se connecter à Agrimob dans le cadre de la campagne de mobilité en cours ?

Les difficultés potentielles concernent, comme tous les ans, quelques agents ex-MAA ayant eu un compte Agricoll qui doit être réactivé pour pouvoir candidater sur Agrimob.

Les agents relevant du MAA, qui ne sont plus en fonction au sein des services du ministère depuis une longue durée (disponibilité, détachement, mise à disposition, etc.), doivent

solliciter la réactivation de leur compte Agricoll en écrivant à : assistance.dsa@agriculture.gouv.fr.

Les agents de corps du MAA affectés au sein des structures du MTE doivent, le cas échéant, solliciter la création de leur compte Agricoll auprès de assistance.dsa@agriculture.gouv.fr.

En cas de difficulté d'utilisation d'Agrimob, vous pouvez écrire à l'adresse : assistancesirh.sg@agriculture.gouv.fr.

Dialogue social

21- Le ministère va-t-il poursuivre les réunions prévues au titre de la feuille de route sociale ?

Les travaux prévus dans le cadre de la feuille de route sociale notamment seront poursuivis et des réunions en visioconférence ou à défaut en audioconférence seront programmées à cet effet.

Par ailleurs, un dialogue social régulier sera maintenu avec les organisations syndicales, dans le cadre de réunions formelles ou informelles des instances. **Un CHSCT(M) est à ce titre prévu le 13 novembre. Un groupe de travail CTM/CHSCTM se réunira dans la semaine du 16 novembre.**

Ces réunions visent notamment à examiner les questionnements portés par les agents auprès de leurs représentants. Les réponses à ces questions pourront, en tant que de besoin, être repris dans la présente FAQ.

22- Et en DRAAF ?

Les DRAAF maintiennent un dialogue social régulier au plan régional (CT, CHSCT) en réunissant les instances en audio ou en visioconférence.

23- Les CHSCT doivent-ils se réunir régulièrement ?

Compte tenu de la situation, les CHSCT doivent continuer à se réunir régulièrement dans toutes les structures.

Concours et examens

24- Les concours et examens sont-ils maintenus ?

La mise en place d'une nouvelle période de confinement, à compter du 30 octobre 2020, ne devrait pas impacter la tenue des épreuves écrites et/ou orales pour les concours et examens professionnels organisés par le SRH.

En effet, deux points essentiels sont à noter :

- le maintien du déroulement des épreuves des concours et examens, est confirmé par la DGAFP : à ce jour, aucun report ou annulation d'épreuves n'est prévu ;
- la dérogation à l'interdiction pour toute personne de se déplacer hors de son lieu de résidence lorsqu'il s'agit de se rendre ou de revenir du lieu d'organisation d'un examen ou d'un concours prévu par l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ainsi, les candidats, munis de leur convocation à l'épreuve et de l'attestation de déplacement dérogatoire accessible via le lien <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Attestations-de-deplacement>, pourront participer aux concours auxquels ils sont valablement inscrits.

Une information sur le maintien du déroulement des épreuves ainsi que sur les justificatifs à prévoir par les candidats lors de leurs déplacements a été faite sur la page d'accueil du site Internet des concours (<https://www.concours.agriculture.gouv.fr/>) dès le 29 octobre 2020.

La dérogation à l'obligation de port du masque dont bénéficiaient les candidats lorsqu'ils étaient assis a été supprimée à compter du 17 octobre 2020. Tous les candidats sont donc désormais assujettis à cette obligation tant pour les épreuves écrites que pour les épreuves orales. Seuls les candidats justifiant d'un certificat médical émanant d'un médecin agréé à raison d'une situation de handicap bénéficient d'une dérogation à l'obligation de port du masque. Des masques permettant la lecture labiale sont prévus pour les membres de jurys, pour les oraux des candidats dont le handicap auditif le nécessiterait.

La DGAFP a émis de nouvelles recommandations, intégrant ces dernières évolutions. Du point de vue sanitaire, les épreuves se déroulent déjà selon des règles strictes, tant en ce qui concerne les candidats que les membres du jury ou les personnes chargées de l'organisation des épreuves.

S'agissant de la visioconférence, la réglementation en vigueur prévoit la possibilité d'utilisation de cette modalité pour les personnes résidant outre-mer ou à l'étranger ainsi que pour les personnes en situation de handicap ou dont la santé le nécessite et les femmes en état de grossesse se prévalant d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration, lorsque les épreuves en question sont compatibles avec la visioconférence. Certaines épreuves ne peuvent en effet être conduites qu'en présentiel.

En outre, les moyens techniques et les conditions de réalisation doivent être strictement sécurisés pour garantir l'égalité de traitement des candidats. Le candidat doit être dans un

environnement surveillé et techniquement maîtrisé. Seules les salles de visioconférence dédiées peuvent être utilisées. Il n'est donc pas possible de généraliser les épreuves orales par visioconférence sans allonger très significativement la période consacrée aux oraux pour un même concours ou examen, ce qui engendrerait de plus grandes difficultés.

Formation

25- Comment se déroulent les formations ?

L'organisation de formations à distance est à privilégier.

À titre transitoire, et face à la difficulté de généraliser OVPA dans des délais contraints, les prestataires déjà engagés dans des dispositifs de formation (hors réseau ministériel) ainsi que les agents qui suivent leurs formations (via le lien de connexion fourni par les prestataires avec utilisation d'une connexion Internet de type privé, une « box » personnelle ou encore le partage de connexion d'un smartphone...) pourront continuer à utiliser Zoom.

Un outil de classe virtuelle spécifique au MAA fait actuellement l'objet d'une démarche de recherche et de sélection. Les cahiers des charges des futurs marchés de formation intégreront cet outil.

Compte tenu de l'obtention du double label égalité/diversité, les formations sur ces enjeux sont une priorité. Les services en charge de la formation doivent continuer à les programmer dans le cadre des dispositifs à distance proposés par les prestataires du marché interministériel pour les thèmes égalité / lutte contre les violences sexistes et sexuelles / discrimination / recruter sans discriminer et laïcité / neutralité.

L'organisation de formations en présentiel demeure possible quand l'objet de la formation l'impose (cf, notamment, formations pratiques dans les établissements d'enseignement), sous réserve du strict respect des mesures sanitaires.

Accompagnement des agents

26- Comment accompagner les agents qui se sentent isolés ?

La circulaire du 29 octobre 2020 de la Ministre de la transformation et de la fonction publiques appelle l'attention sur le fait que l'organisation du travail, qui repose sur le principe du recours au télétravail, doit permettre de maintenir un collectif de travail, assurer une cohésion d'équipe et donc prévenir les risques d'isolement des agents.

Aussi est-il demandé à toutes les structures et à tous les cadres d'avoir des contacts réguliers avec les agents dans un cadre individuel mais aussi dans un cadre collectif, pour ajuster la charge le cas échéant, partager les perspectives de travail, donner du sens au travail.

Le réseau des assistants de service social assure la continuité de son activité durant la période de crise sanitaire. Un accompagnement social et/ou psychologique peut être proposé aux

agents rencontrant des difficultés personnelles (entretiens téléphoniques). Contacts pour les agents : Annuaire des assistants de service social du MAA téléchargeable sur l'intranet : <http://intranet.national.agri/Le-service-social-du-personnel>

Enfin, les agents du ministère de l'agriculture et de l'alimentation qui souhaiteraient accéder à une **prestation d'écoute et de soutien psychologique** peuvent contacter l'Institut d'accompagnement psychologique et de ressources (IAPR) au numéro vert 08 00 10 30 32 (appel gratuit, ligne ouverte 24h/24 et 7j/7). Cet appui concerne les agents titulaires et contractuels de droit public relevant du MAA ainsi que les agents contractuels sur budget recrutés par les établissements d'enseignement.

L'accueil téléphonique est anonyme et confidentiel. Il est assuré par des psychologues soumis au secret professionnel et garants de la confidentialité des échanges. Un entretien téléphonique permettra d'évaluer la situation de l'agent par le psychologue et de le faire bénéficier d'entretiens de suivi.

27- Les IGAPS restent-ils joignables ?

Le réseau d'appui aux personnes et aux structures (RAPS) du ministère s'est organisé pour poursuivre sa mission d'accompagnement des agents et des structures durant cette période. Tous les membres de ce réseau, les 35 IGAPS, les 20 assistantes et les 3 membres du secrétariat national sont placés en télétravail et opérationnels pour répondre aux sollicitations des agents.

Vous pouvez donc prendre contact, de préférence par mail, avec votre IGAPS (cf. annuaire du réseau sur Intranet du MAA) pour une prise de rendez-vous et toute préoccupation relative à votre carrière, votre métier, ou votre parcours professionnel.

28- Existe-t-il un dispositif de soutien mis en œuvre par le Gouvernement pour aider les Français ?

Oui, Santé Publique France a mis en ligne une page spécifique sur le soutien pendant cette période.

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/covid-19-prendre-soin-de-sa-sante-mentale-pendant-l-epidemie>

29- Quelles mesures particulières doivent être prises pour les agents en situation de handicap ?

Le gouvernement a prévu des mesures particulières pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap. Les informations et recommandations réalisées par le Secrétariat d'État aux personnes handicapées et les différents acteurs du handicap sont disponibles sur le site Internet du MAA <http://handicap.agriculture.gouv.fr/> qui est régulièrement mis à jour.

Il est demandé à toutes les structures du MAA d'apporter une attention particulière aux agents en situation de handicap, pour évaluer précisément les besoins et notamment les adaptations nécessaires à la mise en œuvre de l'organisation du travail liée au confinement.

En particulier, pour les agents dont les missions sont télétravaillables et qui bénéficient, sur leur poste de travail habituel, d'un aménagement technique particulier au titre de la compensation de leur handicap, il convient d'organiser, dans la mesure du possible, le transfert de ce matériel à leur domicile. Si de l'avis du chef de service, ce transfert de matériel était jugé réalisable, les coûts de l'opération pourront être pris en charge, après étude de la demande, par le pôle handicap du ministère - BASS : **correspondant-handicap.sg@agriculture.gouv.fr**.

Une vigilance particulière est demandée aux responsables hiérarchiques, aux collègues et aux services RH de proximité afin de conserver un lien et des échanges réguliers avec les agents en situation de handicap, qui peuvent souffrir plus particulièrement de l'isolement. Comme tous les agents, ces agents peuvent également bénéficier de l'appui du réseau des assistants de service social (Annuaire des assistants de service social du MAA téléchargeable sur l'intranet : <http://intranet.national.agri/Le-service-social-du-personnel>) ou de la cellule d'écoute et de soutien psychologique anonyme et gratuite accessible 24/24h et 7/7j (numéro vert 0800 103 032).

SANTE DES AGENTS

30- Les personnes guéries peuvent-elles se rendre au travail ?

Les personnes guéries de la COVID-19 peuvent retourner au travail après la levée de l'isolement strict.

Les critères de levée de l'isolement strict ont été définis par le Haut Conseil de la Santé Publique¹. Dans la plupart des situations², ils sont les suivants :

- au moins 8 jours à partir du début des symptômes ;
- ET au moins 48 heures de disparition de la fièvre vérifiée deux fois dans la journée (en l'absence de toute prise de médicament anti-fièvre depuis au moins 12 heures) ;
- ET au moins 48 heures de disparition d'une éventuelle difficulté respiratoire.

Des critères spécifiques existent pour les personnes vulnérables et le personnel de santé.

En cas de doute, demandez conseil à votre médecin.

31- La COVID 19 va-t-il être reconnue comme une maladie professionnelle ?

C'est le cas pour les personnels soignants, mais pas pour les autres catégories d'agents.

VIE QUOTIDIENNE DES AGENTS

32- Peut-on utiliser des outils personnels pour faciliter les échanges professionnels ? Quid du Règlement Général sur la Protection des Données en temps de crise ?

La généralisation du télétravail demande d'utiliser des outils de communication et de travail collaboratif. Il convient autant que possible d'utiliser ceux qui sont mis à disposition par l'Etat (WebConf de l'Etat et Tchap).

Cependant, ces outils ne couvrent pas tous les cas d'utilisation et n'ont pas été initialement dimensionnés pour un usage généralisé par tous les agents de l'Etat. L'augmentation de leur capacité est en cours.

¹

Haut Conseil de santé publique avis du 16 mars 2020 relatif aux critères cliniques de sortie d'isolement des patients ayant été infectés par le COVID 19 -

² <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/ressources-a-partager#sub-section-sb1921>

C'est pourquoi, dans un souci d'efficacité, il est possible d'utiliser des outils tiers, à condition d'être attentif aux précautions ci-dessous.

Ces outils ne garantissent généralement pas la confidentialité des échanges et ils ne doivent donc pas être utilisés quand des données à caractère personnel sont partagées. Dans le cadre d'échanges professionnels relatifs à ces données, il est essentiel de transmettre les informations par des outils de communication mis à disposition par l'État, notamment s'il s'agit de données dites « sensibles » (données de santé, financières, concernant un mineur...).

Ces outils inscrivent généralement dans leurs conditions générales d'utilisation un consentement à une réutilisation des données personnelles collectées. Leur usage peut donc être proposé, mais ne peut en aucun cas être imposé à un agent qui ne souhaiterait pas donner ce consentement. Par ailleurs, afin de protéger les données à caractère personnel des agents, ces derniers doivent refuser cette réutilisation des données collectées s'ils utilisent ces outils pour l'exécution de leurs missions.

33- Est-il possible, pour les agents travaillant dans l'enseignement agricole d'élargir la disponibilité de documents disponibles actuellement uniquement sur l'intranet du MAA ?

La FAQ Enseignement agricole est également en ligne sur Chlorofil (internet accessible à toute la communauté enseignement agricole) et l'ensemble des FAQ est accessible sur le site internet du ministère :

<https://agriculture.gouv.fr/covid-19-informations-sur-les-secteurs-du-ministere-de-lagriculture-et-de-lalimentation>

<https://agriculture.gouv.fr/covid-19-les-reponses-vos-questions-sur-lenseignement-agricole>

34- De nombreuses informations ne sont que sur l'intranet du MAA et il faut un certificat pour y accéder. Est-il possible de les mettre sur l'internet ?

Conformément au message adressée par la secrétaire générale à l'ensemble de la communauté de travail le 30 mars dernier, l'Intranet du MAA reste disponible pour tous, que vous ayez accès à un ordinateur professionnel ou à un ordinateur personnel, ou à un simple smartphone.

Il suffit de se connecter à l'adresse suivante: <https://intranet.agriculture.gouv.fr>.

En utilisant votre identifiant et votre mot de passe habituel (authentification Agricoll), puis en sélectionnant "Intranet du MAA" vous aurez accès à l'intranet de l'administration centrale et à l'ensemble des informations du ministère.

A noter : la validité du mot de passe Agricoll a été prolongée de 6 mois. Le mot de passe Agricoll ne doit en effet pas être changé en situation de télétravail ou de mobilité (en utilisant le VPN et le wifi), mais uniquement quand l'agent est connecté au réseau du MAA dans nos locaux, de préférence en filaire.

En tout état de cause, la présente foire aux questions (FAQ) et, en tant que de besoin, les autres documents d'information générale, seront relayés sur le site Chlorofil, qui est le site de référence pour les EPLEFPA.

35- Comment un agent est-il couvert en cas d'accident de trajet ? En cas d'accident chez soi selon qu'il est en position d'ASA ou de télétravail ?

Quand un agent est en télétravail chez lui : les règles du droit public relatives à la responsabilité de l'administration du fait des agents ne sont pas modifiées. Si l'accident survient sur le lieu où est exercé le télétravail pendant l'exercice de l'activité professionnelle, il est présumé être un accident de service, comme s'il était intervenu dans les locaux de l'administration.

Quand un agent a un accident de trajet : un agent en télétravail bénéficie de la même couverture des risques que les autres agents de son service d'appartenance. La réglementation sur les accidents de travail s'applique dans ce cas.

L'agent en télétravail bénéficiant d'une attestation de l'employeur pour se déplacer est donc un agent se déplaçant pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et familiale à l'occasion d'une mission. Il bénéficie à ce titre des mêmes garanties et de la même couverture que les autres agents.

Si un agent se déplace sans cette autorisation, il commet une faute non détachable des fonctions et peut s'exposer à des sanctions (administratives et sans exclusion des sanctions pénales), conformément à la réglementation habituelle.

Les agents qui bénéficient d'une autorisation spéciale d'absence dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, parce que sans possibilité de télétravail, ne sont pas concernés par les dispositions sur les accidents du travail. Par ailleurs, il est rappelé qu'ils n'ont pas vocation à se déplacer (pas d'accident de trajet possible).

* * * * *

Le gouvernement met en ligne des informations régulièrement sur le COVID-19 et anime une foire aux questions dans différents domaines.

Le site est accessible à l'adresse suivante : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Il est recommandé aux agents de s'y référer aussi largement que nécessaire.